



**GOUVERNEMENT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL  
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

**MARCHE PUBLIC DE SERVICES**

**MARCHE D'ASSURANCES**

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Procédure d'appel d'offres "ouvert" conformément à l'article L2124-2 et aux articles R2124-2-1° et suivants du Code de la Commande publique

## MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATION D'ASSURANCES

**Dénomination de l'acheteur :**

FranceAgriMer  
12, rue Henri Rol-Tanguy  
TSA 20002  
93555 MONTREUIL

**Date et heure limites de réception des offres : le 01/10/2025 à 12 heures**

## Table des matières

ARTICLE 1 – Objet du marché .....	3
ARTICLE 2 – Procédure de passation.....	3
ARTICLE 3 – Parties contractantes : .....	3
ARTICLE 4 – Allotissement du marché .....	4
ARTICLE 5 - Pièces contractuelles .....	4
ARTICLE 6 – Obligations du titulaire.....	4
ARTICLE 7 - Durée du marché .....	5
ARTICLE 8 – Responsabilité et assurance .....	5
ARTICLE 9 – Suivi de l’exécution .....	5
ARTICLE 10 – Sous-traitance .....	6
ARTICLE 11 - Contenu et caractère des prix.....	7
ARTICLE 12 - Modalités de règlement du marché.....	7
ARTICLE 13 – Lutte contre le travail dissimulé .....	9
ARTICLE 14 – Dispositions concernant l’emploi de salariés étrangers : .....	10
ARTICLE 15 – Protection de la main d’œuvre et des conditions de travail : .....	10
ARTICLE 16 – Changement dans la situation du titulaire : .....	11
ARTICLE 17 - Règlement général sur la protection des données (RGPD) : .....	11
ARTICLE 18 – Différends et litiges .....	12
ARTICLE 19 – PREVENTION DES RISQUES DE CONFLIT D’INTERET ET D’ATTEINTE A LA PROBITE .....	12
<b>Annexe 1: RGPD .....</b>	<b>13</b>
<b>Annexe 2: Charte de déontologie des achats de FranceAgriMer</b>	

## ARTICLE 1 – Objet du marché

Le présent marché porte sur la souscription des contrats d'assurances (Responsabilité Civile, Dommages aux biens et d'Assistance/rapatriement) pour les besoins de l'EPA FranceAgriMer.

## ARTICLE 2 – Procédure de passation

Le marché est passé par l'EPA FranceAgriMer selon la procédure formalisée de l'appel d'offres "ouvert" conformément à l'article L2124-2 et à l'articles R2124-2-1° du Code de la Commande Publique.

## ARTICLE 3 – Parties contractantes :

Les parties contractantes du présent marché sont :

- L'acheteur est l'Etablissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer). L'autorité légale chargée de le représenter est son Directeur général. Il est représenté ci-après par le terme 'FranceAgriMer'.

Il fait connaître au Titulaire, dès la notification du marché, la ou les personnes physiques qui sont ses représentants qualifiés et les interlocuteurs privilégiés du Titulaire pour les besoins de l'exécution du marché.

- Le Titulaire du marché est le prestataire qui conclut le marché avec FranceAgriMer. Les caractéristiques du titulaire du marché sont précisées à l'acte d'engagement. Il est représenté ci-après par le terme 'titulaire'.

Le Titulaire désigne nommément un correspondant qui, au titre du présent marché, assure les relations avec l'acheteur et notamment avec le ou les représentants désignés par FranceAgriMer. Ce responsable est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à FranceAgriMer les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

## ARTICLE 4 – Allotissement du marché

Le marché est alloti de la façon suivante :

- LOT N° 1 : ASSURANCE « RESPONSABILITE CIVILE »
- LOT N° 2 : ASSURANCE « DOMMAGES AUX BIENS »
- LOT N° 3 : ASSURANCE "ASSISTANCE-RAPATRIEMENT"

## ARTICLE 5 - Pièces contractuelles

→ Pièces constitutives du marché. - Ordre décroissant de priorité :

Les pièces constitutives du marché comprennent :

- Les éventuelles réserves ou précisions émises par rapport au cahier des charges de la consultation ;
- Les documents de la consultation constitué des pièces suivantes :
  - l'acte d'engagement du lot concerné et ses éventuelles annexes,
  - le cahier des clauses administratives particulière (C.C.A.P),
  - le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.),
  - l'offre technique du candidat,
- Et éventuellement les conditions particulières, conventions spéciales et conditions générales de l'attributaire.

Le paragraphe ci-dessous fera partie intégrante des conditions particulières :

*« Le présent contrat résulte d'un marché public. Les conditions d'engagement et éventuelles réserves au cahier des charges, arrêtées lors du marché public, font partie intégrante du contrat, dans lequel elles s'insèrent. Ces conditions d'engagement prévalent sur les supports indiqués par l'assureur, lors de l'établissement du contrat, toutes les fois qu'elles sont plus favorables à l'assuré. »*

→ Pièces contractuelles postérieures à la conclusion du marché :

Après sa conclusion, le marché est éventuellement modifié par des avenants et/ou des actes spéciaux, après concertation entre la personne publique et le titulaire.

## ARTICLE 6 – Obligations du titulaire

Le titulaire devra remettre à la personne publique, dans les quatre jours qui suivent la notification du marché, une note de couverture non limitative dans le temps, faisant référence aux garanties prévues dans le dossier de consultation.

Les pièces du marché, complétées des éventuelles réserves du titulaire et de la note de couverture, constituent donc le contrat d'assurance définitif.

Par ailleurs, et si pour des raisons qui lui sont propres, le titulaire retenu désire rédiger un contrat d'assurance définitif, alors la personne publique dispose d'un délai non limitatif pour effectuer la vérification de la conformité du contrat proposé avec les pièces validées lors de la consultation.

Si le contrat proposé n'est pas conforme aux dispositions de la consultation, la personne publique demande au titulaire de le modifier en conséquence.

## **ARTICLE 7 - Durée du marché**

Le marché est conclu pour une durée ferme de 4 ANS.

Le marché est résiliable à chaque date d'échéance annuelle par chacune des parties moyennant un préavis de 6 mois.

Date d'effet des prestations : 1<sup>er</sup> janvier 2026 à 0 heure.

## **ARTICLE 8 – Responsabilité et assurance**

Le titulaire doit être garanti par une police destinée à couvrir l'intégralité de sa responsabilité civile pour tout dommage corporel, matériel et immatériel, consécutif du fait de la prestation en cours ou après sa réception.

Avant la notification du présent marché, le titulaire fournira une attestation justifiant l'ensemble de ces garanties émanant de sa compagnie d'assurance.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de FranceAgriMer et dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la réception de la demande.

## **ARTICLE 9 – Suivi de l'exécution**

### **9.1 - Etat des sinistres**

Pendant toute la durée du marché, le titulaire est tenu d'envoyer, à minima une fois par an (et au plus tard le 1<sup>er</sup> AVRIL), des fichiers sous format Excel retraçant la sinistralité détaillée et chiffrée de l'établissement assuré.

### **9.2 - Gestion des sinistres**

Durant toute l'exécution du marché, le titulaire s'engage à traiter les sinistres dans un délai raisonnable selon le cas d'espèce. Par ailleurs, le titulaire s'engage à gérer les sinistres "sous franchise" notamment dans le cadre des recours affectant les dommages et/ou pertes aux biens de l'assuré.

### **9.3 – Déclaration tardive**

Tout retard dans la déclaration de sinistre ou dans la transmission des pièces aura pour seul effet de réduire l'indemnité à laquelle a droit l'assuré seulement dans la limite du préjudice subi et prouvé par l'assureur en raison de ce retard.

#### 9.4 - Interlocuteur dédié

Il est indispensable que pendant toute la durée du marché, FranceAgriMer ait un interlocuteur dédié.

En cas de changement d'interlocuteur tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement, le titulaire du lot concerné s'engage à en informer FranceAgriMer dans les plus brefs délais.

La personne remplaçante devra avoir une expérience et des compétences équivalentes ; elle est considérée comme acceptée si FranceAgriMer ne la récuse pas dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la proposition du remplaçant par FranceAgriMer.

### ARTICLE 10 – Sous-traitance

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations, à condition expresse d'avoir obtenu de FranceAgriMer l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, la notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans le cas où la demande de sous-traitance est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé à FranceAgriMer ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial mentionnant, dans les conditions des articles R2193-3 et R2193-4 du Code de la commande publique:

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation de prix
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant

Il doit lui remettre également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

## ARTICLE 11 - Contenu et caractère des prix

### → Contenu des prix :

Les prix TTC sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

### → Détermination des prix de règlement :

Les prix sont réputés fermes sauf dans les cas de figure mentionnés ci-après :

- lorsqu'une modification de l'assiette de cotisation est mentionnée par la personne publique ;
- lorsque les documents de la consultation prévoient une convention d'indexation automatique du contrat ou lorsque le titulaire mentionne une indexation en la détaillant dans ses observations remises lors de la consultation.

### → Augmentation de cotisation en cas d'aggravation du risque :

Le titulaire qui envisagerait une augmentation de cotisation en raison d'une aggravation du risque assuré (hors convention d'indexation automatique du contrat), devra en informer la personne publique souscriptrice par lettre recommandée avec accusé de réception quatre mois avant la date d'échéance du contrat. Dans ce délai, la personne publique pourrait alors résilier son contrat à l'échéance principale.

Le titulaire doit accompagner sa proposition des éléments de justification de l'aggravation du risque. A défaut, le titulaire est forcé à demander une augmentation de cotisation.

## ARTICLE 12 - Modalités de règlement du marché

### → Remise de la facture :

Aux échéances de paiement fixées au cahier des clauses techniques particulières, le titulaire dépose électroniquement sur le portail Chorus-Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) une facture précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution du marché et donnant tous les éléments de détermination de ces sommes ; il joint, si nécessaire, les pièces justificatives, notamment les tarifs et barèmes appliqués.


Les demandes de paiement sont exemptes de ratifications ou ratures. Outre les mentions prévues par la réglementation, les demandes de paiement indiquent le numéro de marché, le cas échéant le montant de la variation des prix, ainsi que la référence indiquée par FranceAgriMer (référence Chorus Pro).

Dans le cas où la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des mentions prévues par la loi ou le présent marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement est interrompu.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus-Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

### → Acceptation de la facture par le représentant légal de la personne publique:

Le représentant légal de la personne publique ou toute autre personne désignée à cet effet accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités, les primes et les réfections imposées.



Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par le représentant légal de la personne publique ou toute autre personne désignée à cet effet. Il est notifié au titulaire si le décompte, la facture ou le mémoire a été modifié ou s'il a été complété comme il est dit à l'alinéa précédent. Passé un délai de trente jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant. Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à prélever, sur celles qui lui sont dues, pour la partie de la prestation exécutée, et que le représentant légal de la personne publique ou tout autre personne désignée à cet effet devra faire régler à ce sous-traitant.

### → Délai de paiement et intérêts moratoires

Les cotisations du présent contrat devant être payées dans les formes prescrites selon les règlements administratifs en vigueur, les compagnies renoncent à suspendre leurs garanties ou à résilier le contrat si le retard du paiement des cotisations est dû à la seule exécution des formalités administratives (y compris le vote des dépenses).

Le défaut de paiement dans le délai réglementaire de 30 jours, à compter de la réception de la facture établie conformément au CCAP, fait courir de plein droit des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et du sous-traitant payé directement. Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de refinancement de la banque centrale européenne (BCE) en vigueur majoré de huit points. Ce retard donne également lieu au profit du titulaire au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement égale à 40 €.

### → Modalités de résiliation du marché

En cas de résiliation du marché, quelle qu'en soit la cause, une liquidation des comptes est effectuée ; les sommes restantes dues par le titulaire sont immédiatement exigibles.

### → Avance :

Le paiement de la cotisation ne constitue pas une avance au sens des dispositions réglementaires en vigueur. Compte-tenu du caractère particulier des prestations d'assurances, il est expressément convenu que le titulaire renonce au versement de l'avance fixée par la réglementation en vigueur.



## ARTICLE 13 – Lutte contre le travail dissimulé

### 13.1 Vérifications périodiques de la régularité de la situation du titulaire

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article D. 8222-5 du Code du travail, FranceAgriMer se fait remettre, par le titulaire, tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (article D.8222-5-1° du code du travail) ;
- Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
  - Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis),
  - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
  - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
  - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Le titulaire établi à l'étranger fournit les pièces équivalentes demandées à l'article D. 8222-7 du Code du travail ; ces pièces doivent être rédigées en langue française ou être accompagnées d'une traduction en langue française, certifié conforme à l'original par un traducteur assermenté.


Le titulaire devra adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, au service marché de FranceAgriMer, en recommandé avec avis de réception.

### 13.2 Sanctions en cas d'irrégularités constatées

- A) En cas de non remise des documents mentionnés à l'article 16.1,
- B) En cas d'absence de régularisation de sa situation irrégulière suite au signalement par un agent de contrôle auprès de FranceAgriMer,

FranceAgriMer peut soit :

- ✓ Appliquer les pénalités prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, dont le montant est fixé à 5 % du montant exécuté du marché qui ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail,
- ✓ Résilier par courrier recommandé avec avis de réception, le présent marché, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.



Dans le cas A), une mise en demeure est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle est assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, à compter de la date de sa notification. A défaut de fourniture des documents, FranceAgriMer prend une décision de résiliation dont la date est précisée dans le courrier de résiliation ou applique les pénalités.

Dans le cas B), la procédure suivie est celle décrite à l'article L.8222-6 du Code du travail.

## **ARTICLE 14 – Dispositions concernant l'emploi de salariés étrangers :**

Pour les entreprises soumises au code du travail français, le titulaire doit remettre tous les six mois la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

En cas de non remise de la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, FranceAgriMer peut résilier par courrier recommandé avec avis de réception, le présent marché, aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du titulaire.

Une mise en demeure sera notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle est assortie d'un délai d'exécution de 20 jours ouvrés, à compter de la date de sa notification. A défaut de fourniture des documents, FranceAgriMer prend une décision de résiliation dont la date est précisée dans le courrier de résiliation.

## **ARTICLE 15 – Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail :**

Les obligations en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail, visées à l'article 6 du CCAG-FCS, s'imposent au titulaire.

Le titulaire doit être en mesure de justifier le respect des obligations susvisées en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail pendant l'exécution du marché, en fournissant sur simple demande de FranceAgriMer, tous les justificatifs permettant de démontrer qu'il s'impose et impose à ses sous-traitants le respect des obligations et dispositions considérées.

Le titulaire s'engage à faciliter un éventuel contrôle sur les sites du respect des obligations et dispositions en matière de protection et de conditions de travail de la main d'œuvre employée, par un tiers dûment mandaté à cet effet par FranceAgriMer.

## **ARTICLE 16 – Changement dans la situation du titulaire :**

### **16.1 Changement sans création d'une nouvelle personne morale**

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec avis de réception à FranceAgriMer.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau RIB, soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

### **19.2 Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale**

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire ...), il convient d'établir un avenant de transfert entre FranceAgriMer et le nouveau titulaire. Des documents tels qu'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, ou une copie de l'extrait du journal d'annonces légales, un nouveau RIB seront à fournir.

FranceAgriMer vérifie que le nouveau titulaire dispose des moyens financiers, techniques et professionnels lui permettant d'assurer la continuité du marché. Il s'assure de la production des documents prévus aux articles L2142-1 et R2144-1 à R2144-7 du Code de la commande publique.

## **ARTICLE 17 - Règlement général sur la protection des données (RGPD) :**

L'annexe 1 au présent document présente les dispositions à respecter par les parties au marché en matière de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018. Toute modification des dispositions fixées par cette annexe introduite par le prestataire dans son offre ne doit pas contrevenir à la réglementation en vigueur susmentionnée.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui en la matière pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

## ARTICLE 18 – Différends et litiges

La personne publique et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et la personne publique doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à la personne publique dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

La personne publique dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Cette décision doit, sous peine de forclusion, être contestée dans un délai de deux mois devant le Tribunal administratif territorialement compétent :

*Tribunal administratif de Montreuil  
7, rue Catherine Puig (niveau 206 rue de Paris)  
BP 30322  
93558 Montreuil Cedex  
tél. : 01 49 20 20 00  
greffe.ta-montreuil@juradm.fr  
<https://montreuil.tribunal-administratif.fr>*

## ARTICLE 19 – PREVENTION DES RISQUES DE CONFLIT D'INTERET ET D'ATTEINTE A LA PROBITE

Dans une démarche de prévention des risques de conflit d'intérêt et d'atteinte à la probité FranceAgriMer dispose d'une charte de déontologie des achats.

Ce document est porté à votre connaissance en annexe 2 au présent document.

## Annexe 1: RGPD

### Clauses relatives aux données protégées

#### Conclues entre :

D'une part, **FranceAgriMer** (Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer), dont le siège est situé au 12, rue Henri Rol-Tanguy, TSA 20002, 93555 Montreuil Cedex,

**ci-après désigné «FranceAgriMer»**

Et, d'autre part, **le titulaire du marché, ci-après désigné «le sous-traitant»** ou «le sous-traitant initial».

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter le droit de l'Union européenne et le droit français applicables au traitement des données protégées.

Pour les besoins des présentes clauses, les termes «données protégées» désignent tous les documents et données que le sous-traitant traite (par exemple collecte, enregistre, conserve, consulte ou utilise) pour le compte de FranceAgriMer, ainsi que tous les documents et données auxquels il accède à l'occasion de prestations effectuées pour le compte de FranceAgriMer.

Les «données protégées» incluent en particulier :

- les données personnelles, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- les secrets des affaires, au sens de l'article L. 151-1 du code de commerce ;
- les documents et données couverts par le secret professionnel ou par le secret des correspondances, au sens des articles L. 226-13 à L. 226-15 du code pénal ;
- les données couvertes par le secret statistique, au sens de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 modifiée sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques ;
- les documents administratifs non communicables, au sens de l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration ;
- les documents administratifs communicables seulement à l'intéressé, au sens de l'article L. 311-6 du code des relations entre le public et l'administration.

#### 1. Description des traitements faisant l'objet de la sous-traitance

Le sous-traitant est autorisé à traiter, pour le compte de FranceAgriMer, les données protégées nécessaires pour fournir les services définis par le marché **notamment dans le cadre du recueil d'informations, la transmission des livrables du marché aux personnes concernées.**

La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel (ci-après dénommées «les données») **est l'enregistrement, la diffusion, la conservation, l'effacement ou la destruction.**

La finalité du traitement est **de pouvoir effectuer des échanges et de la communication.**

S'agissant des données personnelles :

Les catégories d'opérations réalisées sur les données personnelles sont les suivantes : la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, la consultation, l'utilisation, l'effacement.

Les catégories de données personnelles traitées sont les suivantes : nom, prénom, téléphone (personnel ou professionnel), adresse électronique (personnelle ou professionnelle), relevé d'identité bancaire,

Les catégories de personnes physiques concernées sont :

## 2. Obligations du sous-traitant vis-à-vis de FranceAgriMer.

Le sous-traitant s'engage à :

- traiter les données protégées uniquement pour les finalités qui font l'objet de la sous-traitance.

En particulier, le sous-traitant traite les données protégées, quels que soient leur forme et leur support, exclusivement pour les besoins des prestations qui lui ont été confiées par FranceAgriMer, et s'interdit toute autre utilisation des données protégées.

Il s'interdit de communiquer tout ou partie des données protégées à des tiers sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer.

- traiter les données protégées conformément aux instructions de FranceAgriMer.

Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité ou de toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement FranceAgriMer.

- garantir la confidentialité des données protégées, traitées dans le cadre du présent contrat.
- veiller à ce que chaque personne physique, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
  - accède aux données protégées exclusivement au moyen de son identifiant et de


son mot de passe individuels,

- voie cette habilitation individuelle à accéder aux données protégées immédiatement révoquée en cas de cessation des fonctions nécessitant un accès aux données protégées,
  - reçoive la formation nécessaire en matière de protection des données personnelles.
- veiller à ce que les personnes physiques ou morales, agissant sous son autorité et ayant accès aux données protégées :
- s'engagent à respecter la confidentialité des données protégées ou soient soumises à une obligation appropriée de confidentialité,
  - traitent les données protégées seulement sur instruction de FranceAgriMer, à moins d'y être obligées par le droit de l'Union européenne ou le droit d'un État membre.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données personnelles dès la conception et de protection des données personnelles par défaut.
- porter à la connaissance des personnes concernées les mentions d'information, déterminées par FranceAgriMer, relatives au traitement de données personnelles mis en œuvre, sauf si FranceAgriMer lui indique l'avoir déjà fait.
- ne transférer, au sens des articles 44 à 50 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité, aucune donnée personnelle hors Union européenne sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer.

Le sous-traitant reconnaît que tout manquement de sa part aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de FranceAgriMer.

### **3. Sous-traitance**

Le sous-traitant s'interdit de sous-traiter tout ou partie du présent marché à un tiers (ci-après «sous-traitant ultérieur»), sans l'autorisation préalable et écrite de FranceAgriMer. Le sous-traitant fournira à FranceAgriMer l'ensemble des informations relatives au sous-traitant ultérieur, notamment son nom, ses coordonnées et le périmètre de prestations envisagé, afin de permettre à FranceAgriMer d'accepter ou de refuser cette sous-traitance. À tout moment de la sous-traitance, le sous-traitant s'engage à fournir à FranceAgriMer, sur simple demande de ce dernier et dans les meilleurs délais, toute information complémentaire sur ledit sous-traitant ultérieur.



Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent accord pour le compte et selon les instructions de FranceAgriMer. Il appartient au sous-traitant initial de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement des données protégées réponde aux exigences des présentes clauses.

Le sous-traitant initial reconnaît que tout manquement de la part des sous-traitants ultérieurs aux obligations définies aux présentes clauses engagera sa pleine et entière responsabilité à l'égard de FranceAgriMer.

#### **4. Exercice des droits des personnes**

Le sous-traitant doit aider FranceAgriMer à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement.

En particulier, lorsque les personnes concernées exercent auprès du sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits relatifs aux données personnelles, le sous-traitant doit, dès réception, adresser ces demandes par courrier électronique au délégué à la protection des données de FranceAgriMer à l'adresse : [dpo@franceagrimer.fr](mailto:dpo@franceagrimer.fr)

#### **5. Notification des violations de données personnelles**

Le sous-traitant doit notifier à FranceAgriMer, dans les plus brefs délais après en avoir pris connaissance, toute violation de données personnelles. Cette notification s'effectue par tout moyen permettant au sous-traitant de s'assurer de sa réception par FranceAgriMer. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à FranceAgriMer, si nécessaire, de notifier cette violation à la CNIL.

#### **6. Mesures de sécurité**

Le sous-traitant s'engage à prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées, afin de garantir un niveau de sécurisation des données protégées adapté aux risques que leur traitement est susceptible d'engendrer.



## **7. Sort des données**

Au terme de la prestation de service qui rend nécessaire l'accès aux données protégées, le sous-traitant s'engage à renvoyer toutes les données protégées à FranceAgriMer ou, le cas échéant, à l'organisme dont FranceAgriMer lui communiquera les coordonnées.

Ce renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existant dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois les copies détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de leur destruction.

Les présentes clauses s'appliquent tant que le sous-traitant (ou, le cas échéant, le sous-traitant ultérieur choisi par le sous-traitant initial) a accès aux données protégées ou à une copie de celles-ci.

## **8. Délégué à la protection des données du sous-traitant**

Le sous-traitant communique à FranceAgriMer le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil précité.

## **9. Registre des catégories d'activités de traitement**

Le sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de FranceAgriMer comprenant :

- les catégories de traitements effectués pour le compte de FranceAgriMer,
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre,
- le cas échéant, le nom et les coordonnées des sous-traitants ultérieurs.